

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 131 (1986)
Heft: 1

Artikel: La stratégie yougoslave
Autor: Maurer, Pierre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344666>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La stratégie yougoslave*

par Pierre Maurer

Une action populaire comme celle-ci – ou une révolution – ou même une insurrection – ne maintient sa victoire que par une technique opposée aux moyens qui la lui ont donnée. Et parfois même aux sentiments.

André Malraux, *L'Espoir*

Introduction

Les changements introduits dans les perspectives militaires sur tous les plans, stratégique ou tactique, matériel ou psychologique, et singulièrement par l'utilisation de l'énergie atomique ont donné l'impression que les guerres venaient d'entrer dans une ère nouvelle où les engins de destruction très sophistiqués réduiraient à une part infime le rôle joué par les hommes. Cet écart grandissant introduit par les révolutions technologiques avait déjà été perçu par Clausewitz, père fondateur de la polémologie: «Les armes au moyen desquelles l'ennemi peut être attaqué à distance permettent aux sentiments, à l'instinct de combat proprement dit, de demeurer au repos et d'y demeurer d'autant plus complètement que la portée de ces armes est plus grande. Avec une fronde, nous pouvons nous imaginer ressentir un certain degré de colère au moment où nous lançons la pierre; ce sentiment est plus faible en tirant un coup de fusil, et encore plus faible en tirant un coup de canon.»¹

Or à peine l'humanité penait-elle conscience de ce que représentaient les

explosions d'Hiroshima et de Nagasaki qu'une poignée de partisans communistes «qui avaient rarement plus de trois balles dans leur cartouchière»¹ prenaient le pouvoir en Yougoslavie.

Ils démontraient ainsi que la «guerre de partisans» restait une des données majeure des possibilités stratégiques, que la guérilla n'était pas une «petite guerre», et surtout que le combat mené par un parti et son idéologie insufflait à la lutte sa dimension et sa signification éthique.

Certains auteurs n'hésitent pas à attribuer à Tito la paternité des soulèvements du type vietnamien, cambodgien ou angolais: «Tito serait en quelque sorte l'inventeur (ou tout au moins le meilleur stratège) des guerres de libération coloniale, ce qui s'allie fort bien à l'objectif qu'il s'est fixé d'être le meilleur représentant du monde des non-alignés.»²

L'originalité de l'expérience yougoslave se traduit sur tous les plans: non seulement au niveau international (non-alignement), économique (auto-

* Voir aussi l'étude J. Feldmann, RMS n° 6/80

gestion) et politique (fédéralisme), mais aussi dans sa conception de la stratégie de défense. En effet, les responsables yougoslaves ont développé l'idée d'une défense nationale autonome face aux blocs et s'appuyant à la foi sur une armée conventionnelle et une défense territoriale de type partisane héritée de l'expérience de la lutte de libération nationale, nommé «Système de Défense généralisée»: «Total national defence, while incorporating aspects of the Yugoslav Communists' Partisan experience, represents more than a nostalgic revival of successes now twenty-five years old. It is an effort to apply principles of «people's war» (which Tito pioneered no less than Mao, Giap, or Guevara) to a consolidated, semi-industrialized state faced with the possibility of external aggression from a much stronger enemy and taking into account domestic and international political and economic realities, and the state of contemporary military technology.»³

La question de la sécurité yougoslave n'est pas purement académique: elle est au cœur des préoccupations sur la sécurité en Europe, le pivot de tous les scénarios que les spécialistes de la stratégie européenne conçoivent.

Les graves troubles consécutifs aux revendications autonomistes en Croatie en 1972 (manifestations étudiantes, attentats terroristes, purges dans la direction de la Ligue des Communistes) et au Kosovo actuellement, l'incertitude issue de la disparition de

Tito, l'instabilité «traditionnelle» des Balkans ajoutés à l'impérialisme soviétique qui ne semble pas avoir perdu tout espoir de voir la Yougoslavie rejoindre les partis «frères» («the built-up of Soviet military power in the Mediterranean made Yugoslavia of greater geostrategic importance to the Soviet Union and increased the possibility of great power conflict in the Balkans»⁴) rend particulièrement délicate la situation de ce petit pays situé non seulement au carrefour de l'Est et de l'Ouest – «Physically, ideologically, even economically, it has been the dividing line between East and West»⁵ – mais aussi entre l'Occident et l'Orient, entre le Nord et le Sud.

I. La signification historique de la lutte pour l'indépendance

L'histoire des peuples de Yougoslavie se résume à une série de luttes fratricides, de répressions et de guerres de libération. Le premier Etat yougoslave est né dans les cendres de la première guerre mondiale. Incapable de régler la «question nationale», rongé par les contradictions internes, la paupérisation croissante des masses, l'instabilité politique caractérisent le règne des différents monarques qui finiront, en toute logique, par s'aligner sur les puissances de l'Axe.

Un coup d'Etat le 27 mars 1940 était l'œuvre d'officiers serbes pro-alliés qui ne pouvaient se résigner à voir la Yougoslavie tomber au rang de satel-

lite de l'Allemagne. Simovitch était à leur tête. La réaction hitlérienne ne se fit pas attendre: quelques jours plus tard, Belgrade était bombardée et le pays morcelé et démembré entre agresseurs fascistes (Allemagne, Italie, Hongrie, Bulgarie et Albanie), mais aussi au bénéfice de potentats locaux à la solde des nazis (Ante Pavelitch en Croatie et Neditch en Serbie). De l'ancienne Yougoslavie grande-serbe, de l'administration centralisée, de son armée, de ses institutions politiques communes, il ne restait plus rien.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la lutte héroïque de libération nationale menée par Tito et ses partisans, combattants «aux mains viriles» comme les qualifiait, unissant la flatterie à la semonce, une dépêche de Staline.

A travers cette lutte pour l'indépendance s'est échafaudée une véritable doctrine militaire originale, variant au gré des circonstances politiques que la Yougoslavie subit durant sa courte histoire: «The state has been subjected to pressures so often in the past 35 years that their recurrence is all too easily imaginable.»⁴

1. Le problème des nationalités

Les différentes nations et nationalités qui composent la Yougoslavie aujourd'hui ont connu des expériences fort différentes. Elles ont été intégrées à différents empires et ont des affinités linguistiques, historiques et culturelles

avec des groupes de populations des différents Etats adjacents.

La rivalité la plus critique met aux prises les deux nations les plus importantes, les Serbes et les Croates, mais de nombreuses minorités coexistent au sein de la République Fédérative Populaire de Yougoslavie. De plus, la répartition géographique des nations et nationalités est telle que les frontières entre les républiques revêtent nécessairement un caractère arbitraire.

Il n'est pas exagéré de parler de «poudrière balkanique», car les dissensions ne sont pas uniquement ethniques: «Economic differences have heightened the conflict between the six republics.»⁵

Conscient de l'ampleur de la question nationale (il l'avait lui-même expérimenté, puisqu'il avait failli disparaître dans les années 30!), le Parti Communiste Yougoslave adopta dès le déclenchement du combat une politique progressive de fédéralisation. Tito: «The PCY will continue to fight for a fraternal, free and equal community of all nationalities in Yugoslavia. It will fight equally against the Greater-Serbian hegemonists, who aspire to subjugate the other nationalities of Yugoslavia once again, and against those who would attempt to sow dissension and to obstruct fraternal concord among the peoples of Yugoslavia for the benefit of any imperialist power whatsoever.»⁷

Les problèmes internes de la You-

goslavie ont eu de grandes conséquences dans l'organisation de la politique militaire et étrangère: «It is sometimes taken for granted that the effect of the class and national differences is to weaken the country's defensive capacity, or to make it possible for a foreign power to dismember Yugoslavia bit by bit.»⁸ Pourtant cette conclusion semble être hâtive, car elle néglige le fait que le démembrement de la Yougoslavie par Hitler n'a été effectif qu'après une résistance antinazie autant farouche que désespérée. Il n'en reste pas moins vrai que la structure nationale de la Yougoslavie peut être à l'origine de pressions internes légitimées à l'extérieur plus ou moins ouvertement. Les réclamations implicites de la Bulgarie au sujet de la Macédoine pourraient trouver un écho favorable dans les réclamations hongroises en Vojvodina pour une autonomie accrue. Après les revendications albanaises sur le Kosovo en 1980-81 et les graves troubles qui eurent lieu, cette région vit actuellement une période de mécontentement plus ou moins larvé où le moindre incident semble pouvoir dégénérer très rapidement.

Dans un tel contexte, l'armée apparaît nécessairement comme le gardien qui peut assurer l'unité du pays face à une situation dont chacun mesure l'enjeu: «For the majority of Yugoslavs, irrespective of national (ethnic) identity, political objective number one is the physical security of the Yugoslav state.»⁹

Donc la Yougoslavie peut craindre de par ses divisions ethniques et nationales à la fois les menaces internes et une attaque extérieure, ces deux éléments pouvant par ailleurs parfaitement se combiner.

2. De la guerre partisane à la rupture avec Staline

Les origines de la politique de défense yougoslave tiennent pour une large part à l'expérience acquise lors du mouvement de résistance durant la dernière guerre.

A l'expression de «Lutte de libération populaire» utilisé à cette époque, le terme de «Défense générale populaire» fait clairement écho. C'est aussi lors du combat contre l'occupation étrangère que l'actuelle armée régulière yougoslave – «Armée populaire yougoslave» – fut créée.

Les pertes dans les unités combattantes furent relativement faibles, malgré le fait que l'ennemi était largement supérieur en nombre et en moyens. Ce fait est d'autant plus remarquable que les Partisans manquaient de certaines armes et chroniquement de munitions, de soins médicaux élémentaires et que les «brigades prolétariennes» furent formées «sur le tas», pendant la guerre (parmi elles se trouvaient un grand nombre d'enfants!).

De cette constatation, on peut formuler deux conclusions qui touchent à l'organisation actuelle de la défense yougoslave: premièrement la

perte de combattants fut relativement faible parce que la tactique employée désavantageait grandement l'ennemi. En d'autres termes, dans la stratégie déterminée par Tito, l'attaque fut considérée comme l'action essentielle, l'action défensive ne devant venir qu'en complément. Le principe des guerres de libération révolutionnaires — il est possible d'être stratégiquement faible et de conserver une supériorité tactique — fut entièrement réalisé.

Deuxièmement, dans les conditions de guerre et de révolution qui furent celles de la Yougoslavie, il fut impossible d'empêcher de massives destructions civiles, dès lors que l'ennemi fut déterminé àachever l'extermination planifiée de populations civiles sans égards aux opérations de combat de la lutte de libération populaire¹⁰. De plus, l'expérience a montré que le nombre de civils tués lors de conflits ne cesse de s'accroître (Corée: 84 civils pour 100 militaires, Vietnam: plus de civils que de soldats).

Autant d'arguments qui militèrent dans le sens du système de défense généralisée qui associe la population dans son entier au combat. Mais l'évolution au sein de l'état-major de l'APY ne se fit pas du jour au lendemain.

Mais dès 1945, les plans militaires yougoslaves ont toujours inclus des éléments de guérilla révolutionnaire. Toutefois des tensions entre l'idée d'une défense territoriale fondée sur un engagement populaire de masse

d'un côté, et une défense plus conventionnelle fondée sur une armée professionnelle de l'autre se firent jour parmi les responsables.

Immédiatement après la guerre, l'armée yougoslave devint exclusivement responsable pour la défense nationale et fut réorganisée de manière plus conventionnelle, l'influence soviétique étant à son apogée dans le pays. Par ailleurs, dans cette période de «socialisme administratif», le problème majeur semblait être le resserrement d'une autorité centrale sur un pays fragmenté et complètement détruit! Enfin les autorités nouvelles, se considérant à juste titre comme des partenaires victorieux, avaient des projets pour une Yougoslavie agrandie par Trieste et une partie de la Carinthie autrichienne. Elles envisageaient une extension du système fédéral yougoslave incluant l'Albanie, la Macédoine avec sa partie grecque et bulgare et même la Bulgarie dans son entier.

Entre 1945 et 1948, le conflit entre Tito et Staline se développait de manière souterraine dans tous les domaines de relation entre les deux pays: idéologique, diplomatique, économique et politique. Dans la sphère militaire, Tito regrettait que l'URSS livrât des équipements «chers, démodés, incomplets et souvent inutilisables». Au sujet de l'organisation militaire et de la stratégie, les Yougoslaves considéraient toujours certains aspects de la guerre partisane et aussi la notion d'indépendance nationale.

Il est intéressant de constater quel poids le relatif refus des Yougoslaves de transformer leur armée, sous l'œil vigilant des «experts» soviétiques, sur le modèle de l'Armée Rouge, les Soviétiques accordèrent à cette rébellion somme toute relativement mineure.

3. De l'isolement à une phase de détente

Lors de la crise du printemps 1948, la Yougoslavie ne se prépara pas immédiatement d'une manière approfondie à une défense territoriale. Premièrement, les leaders yougoslaves ne s'attendaient pas à une rupture totale. Deuxièmement, la crise semblait être initialement plus de nature économique que stratégique, et plus une question de sécurité intérieure qu'extérieure. De nombreux staliniens furent arrêtés dans le pays en guise de réplique aux pressions innombrables dont fut l'objet la Yougoslavie.

Ce n'est qu'en 1949 que le Kremlin joua la carte de la pression militaire directe: les troupes kominformiennes furent massées à la frontière.

La troisième raison du manque de préparation pour une défense territoriale systématisée tient au fait que les Yougoslaves pouvaient espérer effectuer raisonnablement une défense conventionnelle sans aide extérieure. A la fin de 1950, Tito sentit la possibilité d'une invasion: à cette époque, on estimait que 1397 incidents avaient eu lieu à la frontière yougo-

slave avec la Hongrie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie.

La quatrième raison fut le rapprochement nécessaire que les Yougoslaves avaient dû opérer avec l'Ouest: dès 1949, les autorités yougoslaves passèrent des accords économiques et militaires avec l'Occident et les USA en particulier. L'assistance américaine durera jusqu'en 1958. Elle permit à la Yougoslavie d'obtenir des chars, de l'armement lourd et de l'aviation.

A cette époque les protestations contre les «sphères d'influence» sont provisoirement abandonnées et les possibilités d'alliances militaires sont à l'ordre du jour: le pacte du Balkan, signé le 9 août 1954 entre la Grèce, la Turquie et la Yougoslavie, prévoyait une organisation calquée sur le modèle de l'OTAN. Techniquement toujours en vigueur, il n'a jamais été appliqué à cause du contentieux entre la Grèce et la Turquie sur la question de Chypre d'une part, de la sortie progressive de l'isolement yougoslave face aux autres Etats communistes, et enfin du clivage idéologique entre la Yougoslavie et deux partenaires de l'OTAN.

Dès la mort de Staline en 1953 jusqu'au milieu des années 60, les Yougoslaves continuèrent de concevoir un rôle modeste pour la guerre du type partisan. Dès juin 1955, la crise entre la Yougoslavie et l'URSS sembla toucher à sa fin par les déclarations rassurantes de Khrouchtchev à Belgrade.

Le Congrès de la Ligue des Communistes, tenu à Ljubljana en avril 1958 et

d'où allait être issu le fameux «Programme», ne faisait qu'annoncer les bouleversements futurs: «Par son caractère, l'armée yougoslave est une armée populaire socialiste. Le développement de tous les facteurs qui assurent sa capacité de combat et son caractère socialiste, et surtout les liens indéfectibles qui l'unissent aux intérêts et à la vie du peuple, constituent une importante condition de son renforcement.»¹¹

La Constitution de 1963 stipulait que «la défense de la nation est à la fois le droit et le devoir des citoyens, des entreprises et d'autres organisations, de la Fédération, des Républiques et d'autres sociétés socio-politiques¹²».

A la fin de 1966, l'idée d'une décentralisation du pouvoir militaire dans laquelle les républiques auraient pour la première fois un contrôle important et direct sur les questions de défense nationale fut considérée dans un nombre de capitales de républiques comme une nécessité de la réorganisation de la société yougoslave. C'est ici qu'on voit à quel point la stratégie yougoslave est liée à sa propre structure socio-économique – et donc à sa solidité. La Réforme économique de 1965 avait élargi les droits des entreprises, donc on a assisté à une décentralisation poussée de l'économie. C'est donc dans la logique de l'autogestion que s'inscrivent les changements tactiques.

Donc l'idée d'une défense territoriale faisait son chemin dans l'état-major et chez les autorités yougosla-

ves. Il y avait aussi des raisons stratégiques pour étudier une telle idée: la vulnérabilité d'une armée conventionnelle face aux armements nucléaires n'en était qu'une. Une autre considération portait à réflexion: on était en pleine guerre au Vietnam où les communistes tenaient largement en échec l'agresseur américain dans une guerre partisane. Le changement de doctrine s'effectuait lentement, le danger d'une crise n'étant pas perçu pour justifier un bouleversement. Vers 1968, l'armée populaire yougoslave fut réduite à environ 200 000 hommes¹³. A cette époque, le danger potentiel pour la Yougoslavie était perçu par les autorités comme venant de l'Ouest plus que de l'Est! En août 1968, il était largement reconnu que la Yougoslavie n'était pas préparée à une attaque isolée de l'Union soviétique. Les dépenses pour la défense nationale étaient passées de 22% du PNB à moins de 6% en 1968¹⁴.

4. La perception de l'invasion de la Tchécoslovaquie

L'invasion de la Tchécoslovaquie causa l'effet d'une véritable bombe: elle fut perçue comme une «attaque indirecte». Remington n'hésite pas à affirmer: «Moscow's mini-cold war against Tito was on again. (...) Soviet-Yugoslav exchanges sounded remarkably like those of 1948, although in fairness polemics never reached the floor of vindictiveness of the early postwar years.»¹⁵

Il est vrai que les idées du Printemps de Prague étaient très populaires et les relations entre les deux pays très étroites. Tito n'avait-il pas effectué une tournée triomphale en Tchécoslovaquie deux semaines à peine avant l'entrée et l'invasion des forces du Pacte de Varsovie?

Les craintes yougoslaves étaient justifiées d'autant plus qu'une invasion aurait surpris tout le monde en Yougoslavie où on n'avait jusqu'alors même pas envisagé cette éventualité: «There was a serious possibility of Yugoslavia being threatened by the Soviet Union with a similar kind of attack.»¹⁶

Les Yougoslaves ne furent pas longs, l'inquiétude momentanée passée, à tirer les conclusions des implications théoriques mais surtout pratiques de la «doctrine Brejnev»: «The conclusions from the Czechoslovak events pointed to the need for a defence policy which would be of some effect against massive attack, even if Yugoslavia was alone.»¹⁷

L'idée de la «Défense populaire généralisée» était née. Il fallait à tout prix que la Yougoslavie soit indépendante, «self-reliant» en matière de défense. Il s'agissait encore une fois de se démarquer de toute «sphère d'influence», de s'orienter vers une stricte politique de «non-alignement» pour la défense du pays: «Considering the methods Moscow used to restore its own version of order within deviant East European socialist states in 1956 and 1968, the Yugoslavs have some

reason for doubting that their primary objective can be ensured by the current security system of spheres of influence, represented by military-political blocs balancing one other.»¹⁸

Certains auteurs ont mis en relief l'importance des difficultés économiques que traversait le pays et qui auraient influencé son choix d'un système de défense à la partisane. Sans avoir été déterminant, cet argument semble avoir néanmoins joué son rôle: «Current economic difficulties imposed an upper limit of 6% on the share of the regular military in national income.»¹⁹

L'originalité et la caractéristique essentielle de ce système de défense est qu'il associe l'APY (l'armée régulière) avec les FDT (les forces de défense territoriale) d'inspiration partisane à un niveau d'égalité parfait dans la théorie et qui se complètent dans la pratique. Cette égalité est stipulée dans la Loi sur la Défense Nationale promulguée le 12 février 1959²⁰.

II. La pensée stratégique déterminée par l'expérience yougoslave

Dans l'éventualité d'une attaque frontale par un voisin, l'Armée populaire yougoslave assumerait la plus grande responsabilité pour la défense et les forces territoriales auraient un rôle important, mais essentiellement auxiliaire. On estime que le temps de mobilisation en cas d'attaque massive serait de un à deux jours.

Les forces opérationnelles et territoriales conduiraient les opérations ensemble en profondeur et sur les fronts, dans le but d'exploiter la faiblesse d'une armée d'occupation qui tente d'occuper un territoire et de contrôler une population hostile.

Pourachever cet objectif, une partie de l'armée opérationnelle devrait effectuer une «transformation descendante» qui consiste à transformer partiellement ou complètement une forme de lutte frontale vers une lutte partisane et simultanément une organisation bureaucratique dépendant et utilisant des armements lourds vers une organisation souple et mobile, appropriée aux types d'opérations partisanes.

Dans les campagnes et dans les villes, une lutte large et coordonnée serait conduite, qui aurait certaines caractéristiques de la guérilla, mais n'exclurait pas l'utilisation d'armes lourdes ou de grandes formations mobiles.

Si, lors d'une lutte prolongée, l'enemi commence à donner des signes de lassitude, une «transformation ascendante» pourrait être envisagée qui consisterait en une union de petites unités armées en de plus grandes et de plus complexes et le développement de simples unités de partisans restreintes en des opérations combinées partisanes et frontales.

1. L'organisation de la défense nationale

C'est ainsi que, contrairement à

d'autres systèmes de défense, l'armée n'est pas seule responsable de cette tâche qui est dévolue aux autorités civiles qui jouent un rôle tout aussi important, au niveau des républiques, des deux provinces autonomes et des communes.

Le système de défense territorial répartit ainsi les tâches des différents acteurs comme suit: les républiques et provinces sont sous les ordres du commandement supérieur du Président de la République et elles opèrent en fonction de ce qui est prévu par la Constitution et les lois émanant du gouvernement central. Sous les républiques et provinces se trouvent les communes, et sous les communes on trouve les organisations de travailleurs et d'autres associations variées.

A chaque niveau, des plans indépendants peuvent être formulés à condition qu'ils entrent dans la «ligne générale» fixée au degré supérieur. Pour résoudre les nécessaires problèmes de coordination, la loi de 1959 préconise la formation d'états-majors à chaque niveau du système, pour «coordonner les actions de la défense territoriale avec l'Armée populaire yougoslave».

L'article 26 continue en précisant que «pendant les opérations communes avec l'Armée populaire yougoslave, les unités de défense nationale sont subordonnées au commandement des unités de l'APY avec lesquelles elles coopèrent pour l'organisation des tâches communes»²¹. Cependant, dans les régions tempora-

rement envahies par l'ennemi, ce serait l'état-major de défense nationale et non l'APY qui dirigerait et commanderait toutes les unités des forces armées.

Cette organisation très élaborée comporte le risque qu'en cas de conflit réel, des confusions, voire des conflits entre l'armée traditionnelle et les forces territoriales puissent éclater, suspicions qui se révélèrent tout à fait fondées lors des manœuvres («Liberté 71») où on testa le nouveau dispositif.

Des améliorations purent ainsi être apportées, notamment par une clarification des hiérarchies dans la nouvelle Constitution de 1974 et une nouvelle loi sur la Défense nationale.

Un vaste système éducatif «pour les masses» était également mis sur pied ainsi que l'entraînement de base de l'ensemble de la population. Les observateurs estiment généralement qu'environ 30% de la population reçoit un entraînement.

Le Président Tito affirmait à Washington le 8 mars 1978: «Si nécessaire, la Yougoslavie peut engager sur le champ de bataille huit millions de personnes.»²²

2. Le rôle politique de l'armée

L'armée a été tellement engagée dans la résistance et la révolution qu'il lui était impossible d'ignorer le problème fondamental de la défense du système politique dont elle est un des rouages essentiels: «The army is almost bound to see itself as the chief

guarantor of Yugoslav unity, as it is in the defence field that the unity of the nations of Yugoslavia seems most essential.»²³ C'est donc apparemment avec raison que certains observateurs avaient craint un possible coup d'Etat après la disparition de Tito, ou au moins préconisé pour elle un rôle nouveau dans la direction du pays.

Les collusions entre les cadres de l'armée et ceux de la Ligue sont évidentes, mais ce fait tendrait plutôt à équilibrer et à assurer une relative stabilité entre la société civile et la société militaire, celle-ci exerçant un discret pouvoir de veto sur les nominations et les décisions de celles-ci. C'est ainsi que la surreprésentation des Serbes parmi les cadres de l'armée – source de conflit toujours possible – n'a jusqu'ici pas posé de problèmes.

La question n'est pas de savoir si l'armée est politiquement engagée puisqu'elle l'est ouvertement. La question est plutôt de préciser le caractère et la direction de cet engagement. Pour l'heure, il est probable que l'armée continuera à constituer un garant de la bonne marche des institutions et le défenseur inconditionnel de la Constitution.

3. Les formes de résistance non militaire

Bien que la lutte armée soit reconnue comme la forme de résistance essentielle contre tout agresseur, d'autres formes de luttes dans les territoires occupés ont été envisagés.

Un article publié dans une revue militaire précisait fin 1972²⁴ une série de formes de résistance non militaire qui avaient été mises au point par les autorités yougoslaves responsables:

1. La résistance morale, politique et psychologique. Ce sont là des activités qui seront utilisées pour empêcher d'un côté l'agresseur à établir un système politique et de l'autre pour améliorer la préparation de la population à résister.
2. La résistance économique qui comprend la production et la distribution pour les forces de la résistance.
3. La résistance culturelle et éducative: le but de cette mesure est de faire échouer les tentatives d'un occupant à imposer ses vues à la population et à encourager l'idée de lutte.
4. La résistance passive (liée aux autres formes de résistances) serait manifestée dans le refus de coopérer avec l'agresseur.

Conclusion

A part les problèmes de coût et de leur répartition entre les républiques, les communes et les entreprises, le problème central demeure la mobilisation idéologique contre un adversaire finalement invisible. L'occidentalisation grandissante semble avoir pour corollaire une dépolitisation croissante des masses, un manque d'enthousiasme et de participation – surtout sensible dans certaines franges de la jeunesse – qui n'est pas sans poser problème au pays de l'autogestion.

L'interdépendance étroite entre la structure socio-économique avec le concept de Défense populaire générale n'est pas sans conséquence sur la capacité défensive du système. Ainsi la théorie de la coégalité entre l'APY et la défense territoriale laisse toujours planer un doute quant à son efficacité. De plus, toute crise économique aurait des répercussions immédiates sur la capacité dissuasive de la défense yougoslave.

Enfin, si la Yougoslavie a atteint une large autonomie en matière d'approvisionnement d'armes (elle produit 80% de ses besoins), elle doit nécessairement en acquérir une partie qui nécessite la maîtrise d'une technologie de pointe à l'étranger. Où se procurer ce matériel adjvant? à Moscou? à Washington? Voici une question embarrassante pour un pays qui milite avec conviction et ferveur pour un «non-alignement» intégral.

Disons pour conclure que la solidité dissuasive de la défense yougoslave dépend essentiellement de l'unité et de la cohésion interne de la société globale.

Références

- 1 Clausewitz cité in «La guerre révolutionnaire», Claude Delmas, pp. 24-25
- 1' «Histoire des démocraties populaires», F. Fejtö, p. 60, tome I
- 2 «L'héritage de Tito», Yves Durrieu, p. 28
- 3 «Yugoslav total national defence», A. Ross Johnson, in Survival, April 1973, vol. XV, n° 2, p. 58
- 4 Johnson, op. cit. p. 54

- 5 «Yugoslavia & European security», *Robin Alison Remington*, in *Orbis*, spring 73, vol. XVII, p. 197
- 5 «Nations in arms», *Adam Roberts*, p. 125
- 6 *A. Roberts*, op. cit., p. 129
- 7 *A. Roberts*, op. cit., pp. 130-131
- 8 *A. Roberts*, op. cit., p. 143
- 9 *R. Remington*, op. cit., p. 199
- 10 «Yugoslavia and nuclear weapons», *Dimitrije Seserinac Gedza*, in *Survival*, may-june 1976, vol. XVIII, n° 3, p. 116
- 11 Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, *QAS*, p. 193
- 12 Constitution de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, 1963, article 252
- 13 *Johnson*, op. cit., p. 54
- 14 *Johnson*, op. cit., p. 54
- 15 *Remington*, op. cit., p. 207
- 16 *Roberts*, op. cit., p. 163
- 17 *Roberts*, op. cit., p. 170
- 18 *Remington*, op. cit., p. 199
- 19 *Johnson*, op. cit., p. 54
- 20 Rusi & Brassey's Defence Yearbook, 1978/1979, p. 111
- 21 Cité in *Roberts*, op. cit., p. 178
- 22 Rusi & Brassey's Defence Yearbook, p. 113
- 23 *Roberts*, op. cit., p. 199
- 24 Cité in Rusi & Brassey, p. 210

BIBLIOGRAPHIE

a) Ouvrages

- Clissold Stephen* «Yugoslavia and the Soviet Union 1939-1973», *Oxford university press*, 1975
- Durrieu Yves* «L'héritage de Tito», *Ed. Syros* 1980
- Delmas Claude* «La guerre révolutionnaire», *Que-Sais-Je?*, 1965
- Fejtö François* «Histoire des démocraties populaires», *Seuil*, 1952

- Johnson A. Ross* «The transformation of communist ideology: the Yugoslav case: 1945-1953», *Cambridge & London, MIT press*, 1972
- Lazitch* «Tito et la révolution yougoslave», *Fasquelle*, Paris, 1957
- Mao Tsé-toung* «Citations du président Mao», *Seuil*, Paris, 1967
- Roberts Adam* «Nations in Arms – The theory and practice of territorial defense», *London, Chatto & Windus*, 1976
- Tito Josip Broz* «De la résistance à l'indépendance», *Anthropos*, 1977
- Renéo Lukic* «La dissuasion populaire yougoslave», *Cahiers d'Etudes stratégiques* N° 5, janvier 1985

b) Articles

- Gedža Dimitrije Seserinač* «Yugoslavia and nuclear weapons» publié in *Borba du 7 décembre 1975*; reproduit in *Survival*, june 1976, pp. 111-119
- Johnson A. Ross* «Yugoslavia total national defence» in *Survival*, march-april 1973, pp. 54-58
- Remington Robin Alison* «Yugoslavia and european security», in *Orbis*, spring 1973, pp. 197-226
- Roberts Adam* «The Yugoslav experiment in all people's defence», Rusi & Brassey's Defence Yearbook 1978/1979, pp. 109-127

c) Sources officielles

- Programme de la Ligue des communistes de Yougoslavie, *Questions Actuelles du Socialisme*, Beograd, 1977 (aussi Julliard 1958)
- Constitution de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, trad. par Novak Strugar, Beograd 1963
- Constitution de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, trad. par Novak Strugar, Beograd 1974